

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=MOUV&ID_NUMPUBLIE=MOUV_047&ID_ARTICLE=MOUV_047_0013

Beaucoup plus que deux gauches

par Franklin Ramirez GALLEGOS

| La Découverte | Mouvements

2006/4-5 - N° 47-48

ISSN 1291-6412 | ISBN 2-7071-4940-3 | pages 13 à 24

Pour citer cet article :

– Gallegos F., Beaucoup plus que deux gauches, Mouvements 2006/4-5, N° 47-48, p. 13-24.

Distribution électronique Cairn pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

I

REGARDS CROISÉS : AU-DELÀ DE L'OPPOSITION DES « DEUX GAUCHES »



© CERISE MARECHAUD

Beaucoup plus que deux gauches

PAR FRANKLIN
RAMIREZ GALLEGOS*

En Amérique latine comme en Europe, le thème des « deux gauches » est agité par les partisans de la troisième voie blairiste et par les médias pour stigmatiser la tentation « populiste » et pour s'opposer à tout changement qualitatif des systèmes politiques et économiques. Curieusement, le thème est repris en miroir par une partie du mouvement altermondialiste qui valorise la gauche « radicale » pour critiquer celle qui aurait « capitulé » devant le néolibéralisme. Au-delà des rhétoriques, l'examen des politiques effectivement menées par les différents gouvernements de gauche montre que cette dichotomie est largement erronée et qu'elle fait passer à côté des enjeux réels qu'affronte aujourd'hui la région.

* Sociologue.

1. Traduction de l'espagnol par Yves Sintomer.

2. Deux moments de fort protagonisme de la gauche précèdent le cycle actuel. Le premier, postérieur à la Révolution cubaine pendant les années 1960 et les débuts des années 1970; le deuxième, au début des années 1980, sous l'influence de la révolution sandiniste au Nicaragua et des avancées des guérilleros au Salvador et au Guatemala.

3. B. DE SOUSA SANTOS, « Una izquierda con futuro », in C. RODRÍGUEZ GARAVITO *et al*, *La nueva izquierda en América Latina*, Norma, Colombie, 2005.

C'est la première fois que des partis, des coalitions ou des mouvements politiques se reconnaissant comme provenant de la gauche sont élus démocratiquement et de manière quasi simultanée dans un si grand nombre de pays latino-américains¹. Ce nouveau cycle² est toutefois marqué par l'hétérogénéité des trajectoires politiques, de la composition organisationnelle et des programmes à l'intérieur du champ. L'ancrage des politiques néolibérales, la légitimité qu'ont réussi à conserver les acteurs politiques qui les ont promues et la place occupée par les milieux de gauche dans la contestation du modèle conditionnent, dans chaque pays, la diversité de la nouvelle gauche latino-américaine. Dans ce contexte, on comprend l'affirmation de Boaventura de Souza lorsqu'il constate que la caractéristique des forces de gauche dans la région est l'énorme distance entre ses pratiques et les discours théoriques avec lesquels elle s'est traditionnellement exprimée³. Cette prolifération suffirait pour mettre en question l'idée très répandue qui réduit ce mouvement à la montée en puissance de *deux gauches*. La diffusion accélérée et la consolidation progressive de cet argument dans l'opinion publique exigent, cependant, de s'y attarder davantage.

● La ritournelle des deux gauches

Jorge Castañeda, ancien ministre des Affaires étrangères mexicain, fut l'un des premiers à suggérer que les citoyens latino-américains se trouvaient, de nos jours, face au dilemme de choisir entre deux gauches. L'une « pragmatique », « réaliste », « moderne » et « résignée », représentée par les

gouvernements du Brésil, du Chili et de l'Uruguay. L'autre « démagogique », « nationaliste », « populiste », « peu modernisée » et « sans fondements idéologiques » : le Venezuela, la Bolivie, l'Argentine, le Mexique. Cette idée a été répandue rapidement par le biais de nombreuses analyses qui réitérent une telle simplification dichotomique de l'évolution politique de la gauche. L'ancien dirigeant communiste vénézuélien, aujourd'hui adversaire du chavisme, Teodoro Petkoff, a parlé d'une « gauche d'émotions » et d'une « gauche anti-héroïque ». L'ex-guérillero salvadorien Joaquin Villalobos oppose la « gauche religieuse » à la « gauche rationnelle ». L'image de la bifurcation du chemin des gauches semble aussi confortablement installée dans la vision d'intellectuels tels que Carlos Fuentes ou Andrés Oppenheimer, dans la presse internationale, parmi un grand nombre d'analystes locaux et même dans certains travaux académiques.

Sur la base de trois oppositions, l'argumentaire construit un schéma analytique qui, au-delà des différences nationales, permet de distinguer et de disqualifier ou consacrer, quel que soit le pays, un des deux supposés pôles de la tendance :

La « gauche pragmatique » accepte avec résignation la prédominance du libre marché, tandis que la « gauche idéaliste » prône un discours pas seulement « anti-néolibéral » mais aussi anticapitaliste, et cherche à démonter la liberté du marché ;

La « gauche démocratique » reconnaît sans ambivalences les règles du jeu politique et elle est engagée dans le respect des institutions de la démocratie libérale représentative, tandis que la « gauche populiste » considère la démocratie et l'État de droit comme des formalités qui ne doivent pas limiter l'expression de la volonté populaire ;

La « gauche modérée » a compris que la politique rationnelle exige un maniement graduel et négocié de l'agenda public, tandis que la « gauche radicale » parie sur des changements peu consensuels, et propose de résoudre les problèmes de façon absolue.

La politique fiscale et monétaire du gouvernement de Lula da Silva, qui n'a pas fondamentalement modifié les grandes lignes du programme néolibéral de son prédécesseur d'une part et l'inflation rhétorique anticapitaliste et les ambivalences démocratiques d'Hugo Chávez d'autre part, ont formé le prétexte de la consolidation de l'image d'une gauche « tolérable » et d'une gauche « inadmissible ». Accordant une valeur inverse à chacune des séries décrites plus haut, ces mêmes images ont été employées par la gauche pour condamner énergiquement la résignation brésilienne et applaudir la radicalité du président vénézuélien.

Pour comprendre avec plus rigueur ce qui caractérise la poussée des gauches en Amérique latine, il faut, au contraire, saisir les contextes particuliers de leur émergence, les blocs de pouvoir sur lesquels elles se basent et les marges de manœuvre laissées par les héritages institutionnels forgés dans la longue période néolibérale. Cela nous permettra de vérifier non seulement que coexistent dans la région beaucoup plus que deux gauches, mais aussi qu'elles partagent un ensemble de processus et de projets qui autorisent à parler d'un cycle politique commun.

● Le vote de la gauche

Avec des nuances, on peut affirmer que les victoires des gauches expriment la fatigue des citoyens latino-américains par rapport aux politiques orientées par le marché. La mise en œuvre de ces politiques, dans un contexte de modernisation fragmentée et de faible croissance économique a prolongé la pauvreté, accentué les inégalités et démonté les structures de protection sociale. Le retrait de l'État social dans des pays où il commençait à se consolider a été perçu précisément comme une véritable désertion et un abandon de la popula-

tion, créant un ressentiment social et une indifférence vis-à-vis des institutions politiques.

Ce n'est donc pas un hasard si les victoires des gauches proviennent de la participation électorale et du vote de soutien des secteurs pauvres et des classes moyennes de chaque pays. Leurs demandes d'une plus grande redistribution de la richesse et d'une réelle reconnaissance sociale

Ce n'est pas un hasard si les victoires des gauches proviennent de la participation électorale et du vote de soutien des secteurs pauvres et des classes moyennes de chaque pays.

convergent avec l'offre de telles forces pour, au minimum, démonter le noyau dur de l'agenda néolibéral et surtout renouer (de manière certes très inégale) avec certaines fonctions sociales et économiques de régulation qui étaient celles de l'État durant les années qui ont précédé l'ajustement structurel.

Dans la dynamique continentale en cours, on observe en effet « *une nouvelle identification entre les pauvres et le vote*⁴ ». Les triomphes électoraux successifs d'Hugo Chávez sont clairement ancrés dans la participation électorale massive et dans l'appui continu à la « révolution bolivarienne » des milieux pauvres et marginalisés, même si cette « révolution » leur a davantage offert une reconnaissance qu'une véritable redistribution. Une telle identification a provoqué une polarisation politique intense et tous les jours, les classes moyennes et aisées s'éloignent un peu plus du régime.

Pour arriver au gouvernement, le PT brésilien a dû, pour sa part, étendre sa base originelle (les syndicats ouvriers, certaines zones rurales, et les secteurs moyens au sud du pays) et gagner une plus grande présence électorale dans le reste du pays. Avec les élections locales de 2004, le PT est devenu l'un des partis les plus populaires dans le Nord-Est brésilien (la région la plus pauvre du pays, historiquement contrôlée par les colonels et les grands propriétaires fonciers locaux). Cette tendance a été confirmée par les sondages préalables à la présidentielle de 2006 qui montrent un soutien marqué à Lula dans les périphéries urbaines et chez les travailleurs informels. L'exercice du pouvoir aurait alors permis au PT d'étendre son électorat « vers le bas ». Il semblerait toutefois qu'après le scandale lié à la corruption au sein de la direction du parti, ce virage obéit au prestige et au capital électoral de Lula lui-même, dans un contexte de polarisation croissante entre les riches et les pauvres stimulée par les attaques des grands médias contre le président. Le prochain cycle du gouvernement pourrait alors être davantage « luliste » que « pétiste ».

4. A. MARCO NOGUEIRA, « Esquerda e Populismo », in *Gramsci e o Brasil*, juillet 2006.

En Uruguay, pendant les quinze dernières années, le Frente Amplio a lui aussi connu une croissance électorale, depuis des secteurs moyens, ouvriers et étudiants, résidant à Montevideo, vers le reste du pays, traditionnellement contrôlé par deux partis dominants depuis 1836. Tout comme le MAS en Bolivie : pour la première fois dans l'histoire républicaine, les Indigènes votent massivement pour des Indigènes, permettant la consolidation progressive d'une stratégie d'auto-représentation indigène et populaire. Les élections de décembre 2005 ont démontré en outre le soutien inédit des secteurs moyens et urbains à la candidature d'Evo Morales. Comme dans les cas précédents, un tel déplacement a supposé le recul électoral des partis qui ont conduit les réformes libérales et l'affaiblissement global de la classe politique traditionnelle.

Les forces de gauche apportent ainsi aux institutions étatiques un ensemble de dirigeants sociaux, militants, techniques etc., provenant des secteurs sociaux défavorisés et marqués par leur extraction de classe et/ou par leur ethnie et leur couleur de peau. Un tel changement de cadres politiques constitue une progression démocratique dans des pays historiquement conduits par leurs élites blanches et aisées. Il ne s'agit pas de soutenir toute forme de « démocratie populaire », mais d'observer une tendance commune de modification dans la composition sociologique des élites étatiques, et d'attirer l'attention sur les effets que cela pourrait avoir dans les relations de pouvoir entre les diverses classes sociales à l'intérieur de chaque pays.

La droite politique et les groupes sociaux connexes ont reçu le message et, sans distinguer « modérés » de « radicaux », ils ont entrepris de véhémentes campagnes contre les nouveaux gouvernements. La participation des secteurs industriels et des classes moyennes dans le coup d'État d'avril 2002 contre le président Chávez, les attaques persistantes des médias les plus puissants contre le gouvernement de Lula au Brésil et contre la candidature de López Obrador au Mexique, la peur des classes dominantes et blanches boliviennes devant l'ascension au pouvoir d'Evo Morales, et, dernier détail, le fait que Las Condes⁵ n'ait pas non plus voté majoritairement pour Michelle Bachelet... autant d'exemples manifestes de la méfiance et, parfois, de l'opposition peu loyale de « ceux qui ont gagné » avec la libéralisation des économies face aux perspectives de changement politique ouvertes par la plus grande influence et par la visibilité de « ceux qui ont perdu » dans les forces qui gouvernent aujourd'hui.

5. Quartier traditionnel où habitent les classes aisées à Santiago du Chili.

● Les mouvements sociaux et les nouveaux blocs politiques

Une des plus grandes nouveautés dans ce retour sur la scène des gauches provient de l'émergence des mouvements sociaux avec un sens clair de leur autonomie organisationnelle et avec de nouvelles revendications politiques. Apparus dans la première moitié des années 1990 – dans le contexte d'affaiblissement du mouvement ouvrier – ces mouvements se sont placés à l'avant-garde des processus de résistance aux avancées du libéralisme. Les organisations indigènes, paysannes, ainsi que celles de femmes et de droits de l'homme, ont particulièrement pesé dans ce contexte. Les secteurs moyens, chômeurs, épargnants et travailleurs infor-

6. Une grande polémique a été suscitée par les tendances des mouvements qui ont une orientation « autonomiste », qui défendent l'autogestion et nient tout principe de délégation ou de représentation politique. Cette constellation de la gauche sociale est très présente dans le mouvement zapatiste mexicain, dans la *Coordinadora* de l'eau à Cochabamba et dans certains groupes *piqueteros* argentins.

mels, qui ne bénéficient pas d'une expérience organisationnelle aussi importante, ont aussi occupé progressivement la scène publique. Même si cet ensemble d'acteurs collectifs continuent à être minoritaires – et même si bien souvent ils n'ont pas une trajectoire proprement de gauche – ils ont réactivé idéologiquement et stratégiquement les coalitions et les fronts de gauche avec lesquels ils ont commencé à dialoguer⁶. Ils ont aussi, comme dans le cas des organisations indigènes en Équateur et en Bolivie, été à la base de leur recomposition organisationnelle et de leur relance politique.

Il ne faut pas, toutefois, surestimer la convergence des mouvements sociaux ni affirmer que les mobilisations collectives constituent une seule vague qui s'étend inexorablement d'un pays à un autre. Les spécificités nationales dessinent diverses trajectoires et diverses possibilités d'influence des mouvements sociaux au sein de la gauche et dans la société dans son ensemble. Elles conditionnent aussi les caractéristiques socio-politiques et idéologiques des gouvernements que ces acteurs soutiennent ou dont ils en font partie.

Dans le cas bolivien, le cycle de protestations de 2000 à 2005 permet une fusion entre des luttes indigènes et nationales-populaires présentes durant les 200 dernières années. L'insurrection anti-coloniale de 1780, dans laquelle des troupes aymaras et quechuas ont assiégé pendant cinq mois les forces espagnoles, et les acquis de la révolution nationale de 1952 dans laquelle, sous l'élan des classes moyennes urbaines et des mineurs de l'étain, les mines ont été nationalisées et le suffrage a été universalisé, sont réapparus dans les répertoires de lutte et dans les demandes des rebelles (Indigènes, paysans et travailleurs urbains) du XXI^e siècle. Ainsi, en octobre 2003 et en juin 2005, lorsque les deux présidents Sanchez de Lozada et Carlos Mesa ont été contraints de quitter le pouvoir, le pays a vu surgir un nouveau moment d'articulation entre la mémoire insurrectionnelle de la lutte indienne et les éléments de la résistance nationale-populaire, qui ont même reçu l'appui d'une certaine classe moyenne progressiste. Après ces épisodes, la classe politique qui a administré (depuis 1985) un des plus ambitieux plans de libéralisation économique de la région n'a pas réussi à récupérer la légitimité politique du régime. Les demandes plébiscitaires défiaient le noyau dur de leur continuité : imposer le contrôle souverain des ressources naturelles, convoquer une assemblée constituante et démonter la structure coloniale de l'État national.

Bien que depuis sa naissance le MAS ait rejeté le néolibéralisme, parié sur la récupération étatique de quelques secteurs stratégiques de l'économie et rejeté l'intervention nord-américaine dans la politique anti-drogue de la Bolivie, ce fut seulement après la « guerre du gaz » de 2003 qu'il a dû prendre très au sérieux l'urgence des demandes des mouvements sociaux. Le programme de gouvernement d'Evo Morales a repris alors (bien qu'en écartant les visions les plus extrêmes de construction d'un « État indien ») les revendications de ces acteurs collectifs. Ne pas le faire aurait signifié ignorer la diffusion de ces propositions dans l'ensemble de la société (en juin 2005, 70 % de la population exigeait la nationalisation du gaz), et recommencer le conflit social. Quoi qu'il en soit, la tension entre la puis-

sance des mouvements sociaux et la figure du président va marquer largement l'évolution du nouveau gouvernement bolivien.

Comme « instrument politique » d'une confédération d'organisations payannes, indigènes et syndicales, le MAS visait à garantir ses conquêtes sociales avec une présence institutionnelle et une capacité d'articulation hégémonique au niveau national⁷. C'est en ce sens que Stefanoni et Do Alto ont défini le MAS comme « *un nouveau nationalisme de gauche dans lequel les clivages peuple/oligarchie et nation/impérialisme sont traversés par une certaine ethnicisation de la politique*⁸ ». L'incorporation de la défense de la démocratie représentative dans le programme politique du MAS, avec l'idée que la démocratie a aussi été une « conquête populaire », montre en outre que celui-ci représente une gauche réformatrice qui cherche l'approfondissement de la démocratie à travers l'intégration politique des exclus. C'est ainsi que le MAS a soutenu en 2003 et 2005 les démarches prévues par la Constitution pour la succession présidentielle, a suivi, une fois au pouvoir, les mécanismes démocratiques établis pour la mise en marche de l'Assemblée constituante et a respecté les demandes autonomistes des régions politiquement opposées au nouveau régime.

La configuration nationale-populaire de la politique bolivienne, décantée dans la récente nationalisation des hydrocarbures, a peu à voir avec la tradition populiste argentine qui, aux moments de crise, aboutit plutôt à une primauté du système institutionnel, à travers le parti péroniste, sur les mouvements sociaux. Ceux-ci s'étaient montrés très actifs à partir de la deuxième moitié des années 1990, lorsque apparaissent dans divers points du pays les blocages des routes (« *piquetes* ») par un ensemble de chômeurs et de travailleurs précaires ou informels connus sous le terme de « *piqueteros* ». Divers syndicats, un mouvement d'usines récupérées et de multiples assemblées populaires s'y sont plus tard rattachés. La récession économique et le rejet de la classe politique (évident les 19 et 20 décembre 2001, quand le président Fernando de la Rúa a renoncé à ses fonctions lors d'immenses mobilisations populaires) sont apparus comme les facteurs déclencheurs du plus grand cycle de protestation de l'Argentine démocratique. Ainsi, pendant les années 2002 et 2003, les *piqueteros* gagnent en influence politique et se constituent en interlocuteurs des gouvernements en place – jusqu'à la promotion politique du péroniste Néstor Kirchner, qui est arrivé au pouvoir avec un discours progressiste, assez nationaliste et anti-néolibéral pour qu'une telle action collective s'en retrouve affaiblie.

Héritier de l'immense efficacité symbolique du péronisme, Kirchner a parié en effet sur un changement politique *par le haut* et sans ouvrir des espaces de participation aux collectifs citoyens. Encouragé par les demandes de normalisation sociale de l'opinion publique, le gouvernement a même

7. Le MAS n'est pas, toutefois, le parti de l'ensemble des mouvements sociaux, bien qu'il ait profité électoralement de leurs mobilisations. Son noyau dur est toujours composé des syndicats *cocaleros*.

8. P. STEFANONI et H. DO ALTO, *Evo Morales. De la coca al Palacio*, Malatesta, Bolivia, 2006.

Les spécificités nationales dessinent diverses trajectoires et diverses possibilités d'influence des mouvements sociaux au sein de la gauche et dans la société dans son ensemble.

9 M. SVAMPA,
« Movimientos sociales
e izquierdas », *Entre
voces*, n° 5, Quito,
janvier 2006.

10. F. SCHUSTER,
« Izquierda política y
movimientos sociales en
la Argentina
contemporánea », in
C. RODRÍGUEZ GARAVITO
et. al., *La nueva
izquierda en América
Latina*, Norma,
Colombie, 2005.

parié sur l'isolation des organisations les plus combattives à travers la persécution et la stigmatisation de la protestation, et la subordination de celles qui étaient plus prédisposées au dialogue - sans exclure l'emploi de méthodes conventionnelles de clientélisme politique. Le « péronisme infini » démobilisait ainsi les nouveaux acteurs sociaux et renouvelait la tradition consistant à diriger le changement depuis le gouvernement et les décisions du *leader* plutôt que de rééquilibrer les rapports de force à travers l'auto-organisation et la lutte sociale⁹. Ceci n'a pas pesé au moment d'avancer sur certaines positions de caractère progressiste (droits humains, système de justice, politique extérieure, dette extérieure) ou à l'heure d'inclure de nombreux militants des mouvements sociaux, mais peut expliquer la mauvaise volonté du gouvernement devant une politique de redistribution vers les travailleurs, ou devant la mise en forme d'un véritable plan d'inclusion et de création d'emplois pour aller au-delà des attaques rhétoriques contre le FMI.

En outre, le contrôle graduel du parti péroniste, les récurrentes difficultés d'articulation des différents partis de gauche argentins et la loyauté des grandes structures syndicales accordaient au gouvernement une grande capacité de contrôle de l'agenda politique et une vaste marge de manœuvre pour l'établissement d'alliances. Son pari a été, en ce sens, de construire une coalition avec des espaces politiques et des figures qui ne provenaient pas de son propre domaine, tandis qu'il prenait de la distance avec les secteurs économiques les plus puissants. La nature de ses alliances, son attachement à une vision nationale et populaire, non classiste, de la politique, et la faible utilisation d'offres démagogiques permettent à Schuster de définir le gouvernement de Kirchner comme « *la version actuelle du péronisme de gauche*, *aggiornato aux temps*¹⁰ ». De toute façon, et même si on admet que Kirchner a réussi à se défaire de certaines des institutions édifiées pendant le gouvernement de Menem, il n'est pas certain que les demandes de rénovation politique et d'inclusion sociale avancées par les mouvements sociaux puissent vraiment peser plus que la volonté de normalisation sociale réclamée par les secteurs dominants.

Le bref examen des cas bolivien et argentin laisse apparaître clairement que l'usage de la notion de populisme finit par homogénéiser des processus et des pratiques politiques dissemblables. L'emphase que cette catégorie accorde aux traits personnels du *leader* et à son style de gouvernement empêche aussi de reconnaître que l'arrivée au pouvoir des deux coalitions politiques décrites n'a pas mis en danger la démocratie et que cela a même été un facteur décisif pour que les deux pays puissent retrouver une stabilité sociale et pour ralentir la détérioration de leurs systèmes politiques. Les accusations contre la nationalisation du gaz en Bolivie – une mesure qui, techniquement, n'est pas une étatisation – passaient sur ce détail et privilégiaient l'argument de la tranquillité des investisseurs.

● Les frontières du changement

Si, en Bolivie, l'avenir du nouveau gouvernement dépendra largement du rôle des mouvements sociaux et si, en Argentine, le futur de Kirchner dépendra des équilibres du pouvoir à l'intérieur du courant péroniste, dans

le cas vénézuélien, tout semble reposer dans la capacité du président Chávez à balancer les intérêts entre les diverses fractions, civiles et militaires, de son parti (MVR), la bureaucratie étatique et les organisations sociales hétérogènes qui le soutiennent. La thèse des deux gauches repose largement sur le rejet de l'excès de pouvoir entre les mains du président et de la radicalité de son projet politique. La « révolution bolivarienne » apparaît ainsi comme le « type idéal » de la *mauvaise gauche* latino-américaine. L'évolution du processus est, cependant, plus ambivalente que ce que cette thèse suggère et beaucoup de ses apparents traits distinctifs n'ont pas vu la lumière avec la v^e République vénézuélienne.

Depuis la fin des années 1980, on assistait au Venezuela à la conjonction d'une extrême rigidité institutionnelle du bipartisme (qui n'accordait aucune place à la participation des nouveaux acteurs sociaux et qui excluait par la loi les partis de gauche), d'une très faible redistribution économique, d'une faible capacité gouvernementale, d'une mobilisation croissante et d'une diversification des organisations sociales. Ceci a peu à peu ouvert une scène propice à ce que le conflit politique se centre sur le changement des règles de l'ordre démocratique. Un tel type de conflit tend à éroder le composant libéral de la politique et à favoriser ses élans démocratiques. Conserver une telle distinction permet d'observer avec précision les vicissitudes des changements politiques vénézuéliens et évite de placer, comme le suppose la thèse des deux gauches, le libéralisme politique en tant que seul référent normatif de la démocratie.

Chávez est apparu dans les élections de 1998 comme la seule figure capable de diriger un tel processus de changement politique radical. Une fois au gouvernement, il a employé une stratégie de mobilisation sociale et électorale qui a consolidé son enracinement parmi les secteurs populaires majoritaires et éclipsé les représentants de l'ancien régime. La confortable majorité qu'il a obtenue à l'Assemblée constituante a permis au MVR de démonter l'héritage institutionnel du bipartisme et de concevoir des institutions qui permettent l'articulation directe entre le *leader* et le peuple. La Constitution bolivarienne (2000) a institutionnalisé une série de mécanismes de démocratie participative – avec une évolution très contradictoire dans les années postérieures –, elle a établi les bases d'une sorte de présidentielisme quasi plébiscitaire qui dote le président de grands pouvoirs (et justifie les craintes sur ses dérives autoritaires) et consacre le caractère obligatoire d'un ensemble de mesures distributives qui feraient partie d'un modèle intégral de développement. Cet ensemble de réformes a eu comme effet l'affaiblissement des élites politiques et l'affaïssement des partis et des syndicats qui les représentaient; la croissance de l'activisme, la participation et l'inclusion populaire dans la politique et la prédominance de l'État sur la société civile.

La « révolution bolivarienne » apparaît ainsi comme le « type idéal » de la mauvaise gauche latino-américaine. L'évolution du processus est, cependant, plus ambivalente.

Le changement de régime et la conquête de l'hégémonie politique n'ont pas impliqué, toutefois, que le « chavisme » parvienne à des réorientations semblables dans la politique économique. Son gouvernement réaffirme plutôt une politique fiscale et monétaire orthodoxe, paye ponctuellement la dette extérieure, augmente la participation du capital transnational et renouvelle le cycle d'importations bon marché pour satisfaire le marché domestique. L'augmentation des frais publics et la réorientation de la richesse sociale vers les secteurs marginaux ont été possibles grâce à la hausse du prix du pétrole, à la création d'une institution parallèle d'assistance et à un faible contrôle démocratique de l'environnement présidentiel dans son maniement. Ceci confirme des trajectoires institutionnelles et des décisions politiques déjà présentes dans les gouvernements de l'ancien régime et la reproduction d'un type de société rentière et dépendante d'un seul produit d'exportation.

Les gouvernements progressistes latino-américains ne semblent pas être prêts à exercer le pouvoir au prix de leur dénaturation politique. Telle est, précisément, l'invitation faite par la thèse des deux gauches.

Plus encore, la récupération par l'État du contrôle de la politique pétrolière a permis à Chávez de payer l'énorme « dette sociale », de rembourser soigneusement la dette externe, mais aussi de mettre en place une politique d'endettement interne intense qui permet d'assurer les ressources nécessaires pour une plus grande expansion des frais fiscaux. De cette manière, les banques et les groupes financiers

reçoivent de l'État d'importants transferts économiques à travers le paiement d'intérêts sur ces crédits. L'hégémonie du secteur financier sur le secteur productif, un des piliers du néolibéralisme, ne semble pas être affaiblie par la révolution bolivarienne qui, de cette façon, laisse apparaître les liens flexibles entre son socialisme autoproclamé et ses décisions politiques.

Les perspectives d'une réelle transformation sociale ne sont pas, néanmoins, dépassées. Les revenus pétroliers et la mise en place de mesures de contrôle du capital (depuis 2003) ont permis au gouvernement de bloquer le pouvoir de veto du capital spéculatif et des institutions financières internationales. Les échecs réitérés de l'opposition ont réduit en outre le poids des traditionnels intérêts privés dans les politiques gouvernementales. Tout cela laisse la voie libre à la radicalisation progressive de Chávez, un politicien pragmatique qui prend ses repères selon les résultats de sa confrontation avec les classes dominantes et dont le projet est excessivement ancré dans un volontarisme peu perméable à la critique publique. Son « socialisme du XXI^e siècle » s'inscrit dans ce contexte d'ouverture des opportunités politiques et, au-delà de ses réalisations ambivalentes, il a contribué à relancer le débat régional sur le problème de l'identité politique de la gauche dans un scénario où les démocraties concurrentielles poussent les partis politiques à gagner des élections avec des programmes chaque fois plus vides.

Les interventions de Lula lors des plus importants forums du pouvoir global pour s'opposer aux politiques commerciales protectionnistes du premier monde – qui renforcent la pauvreté du sud, les inégalités sociales et les déséquilibres écologiques planétaires – suggèrent que les difficultés du PT pour avancer vers un programme économique alternatif ont peu à voir avec un virage idéologique, comme le célèbrent les tenants de la thèse des deux gauches. L'héritage économique, les inerties institutionnelles et les résistances locales et transnationales du néolibéralisme, dans un pays hautement intégré à l'économie globale, ont rendu le processus de changement politique brésilien beaucoup plus sinueux et lent que ce à quoi s'attendaient les bases sociales du PT. La gestion orthodoxe de la politique économique contraste néanmoins avec une politique sociale dynamique (financée, justement, grâce aux bons rendements de l'économie). Au-delà de l'augmentation des ressources publiques pour la réforme agraire et pour la revitalisation urbaine, on constate une hausse de 15 % du salaire minimum en 2005, la consolidation du programme « *Bolsa Família* », et l'établissement d'un système de bourses et de quotas pour compenser les effets historiques de l'exclusion ethnique et économique dans le milieu universitaire. Contrairement au Venezuela, de telles politiques sont menées à travers un secteur public efficace qui n'a pas été trop désarticulé par les politiques de privatisation des années 1990. Dans la mesure où une telle dynamique redistributive expliquerait la remontée de Lula dans la course présidentielle actuelle, les perspectives d'un très probable second mandat seraient favorables pour les fractions pédistes qui voient dans la relance d'un programme de gauche la possibilité de re-légitimer le projet historique du parti. Excepté le socialisme chilien – qui ferait partie de ce que Przeworski identifie comme un « *régime normatif* », où des partis politiques d'idéologies contraires appliquent pratiquement les mêmes politiques publiques – les autres gouvernements de gauche font face à des contradictions semblables à celles du PT. Leur identité politique se préserve dans les marges permises par la loyauté à l'excédent budgétaire primaire (l'excédent avant le remboursement de la dette) imposée par les organismes financiers internationaux et intériorisée par les autorités économiques locales. L'ampleur de telles marges varie selon chaque pays, mais on peut y reconnaître, en plus de la récupération de l'inversion sociale, un ensemble d'initiatives qui convergent dans la direction *d'ouvrir la scène* pour surmonter le néolibéralisme et pour converger avec leur programme idéologique spécifique : *retour néo-développementiste de l'action étatique* : récupération des investissements publics dans des secteurs stratégiques de l'économie et dans l'infrastructure publique ; réactivation de politiques redistributives et volonté de récupérer la propriété et la gestion des actifs publics privatisés ; *insertion souveraine dans le contexte international* : augmentation des capacités de négociation avec les acteurs économiques transnationaux ; mise en place d'une politique extérieure dynamique et multilatérale qui met en question les liens avec les États-Unis ; encouragement musclé des processus d'intégration régionale avec un agenda géopolitique qui cherche à dépasser le caractère strictement

commercial des accords préalables ; planification de grands projets d'investissement conjoints dans des secteurs économiques de haut impact régional (gaz, raffineries) ; *nouvelles expériences de coopération économique* entre le secteur public et le secteur associatif en quête de formes non privées de propriété et de gestion productive ; *innovation démocratique* à partir du déploiement de divers dispositifs de démocratie participative, directe ou communautaire.

Même si cet ensemble d'initiatives ne fait qu'émerger, il met en évidence que les gouvernements progressistes latino-américains ne semblent pas être prêts à exercer le pouvoir au prix de leur dénaturation politique. Telle est, précisément, l'invitation faite par la thèse des deux gauches, en pleine harmonie avec la troisième voie, quand elle assume que dans *le réalisme se trouve le programme*. La légèreté analytique de ses arguments ne dissimule pas ses prétentions normatives : faire du pragmatisme et de la résignation le noyau des valeurs politiques du « centre moderne ». La lente avancée des forces de gauche ne doit pas être confondue avec une telle adaptation. L'impératif égalitaire dicte encore leur conduite. Aujourd'hui, elles n'ont pas cependant toutes les « bonnes réponses » pour avancer vers sa mise en oeuvre. Les décisions prises s'inscrivent dans un contexte peu favorable à leurs aspirations et ont provoqué un ensemble de conflits internes. Ces limites ne sont pas, néanmoins, inamovibles et un travail s'effectue pour préparer des scénarios propices à leurs objectifs à long terme. L'intégration régionale ouvrirait, par exemple, la voie pour une insertion moins subordonnée dans l'économie globale et renforcerait les capacités de négociation des États face aux organismes financiers internationaux. Le cadre d'opportunités politiques pour des options progressistes pourrait ainsi s'élargir. De même, avec la consolidation des blocs politiques que permettent la réélection démocratique des présidents (Brésil, Argentine, Venezuela), les bases politiques d'un processus plus long de transition sociale se consolideraient. Une telle transition adoptera dans chaque pays une trajectoire particulière avec des éléments de continuité, d'innovation et de rupture avec le néolibéralisme. ●